

Santé et environnement : abolir le fossé

Entretien avec **ANDRÉ ASCHIERI**

Propos recueillis par DANIEL BLEY

Cet entretien a été réalisé à la mairie de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) le 18 août 2000 alors que le projet de loi proposé par André Aschieri pour la création d'une agence de sécurité sanitaire environnementale était en navette entre l'Assemblée et le Sénat. Vouloir associer le champ de la santé et celui de l'environnement dans une structure d'évaluation des risques encourus par les populations est une initiative intéressante. NSS a souhaité en rendre compte en demandant à son principal artisan de bien vouloir exposer dans cet entretien les objectifs qui l'ont animé dans cette démarche, les enjeux et limites de celle-ci et les espoirs qu'elle peut susciter.

Daniel Bley (NSS) – Tout d'abord, pouvez-vous expliquer à nos lecteurs, les raisons qui vous ont conduit à être à l'initiative de la création d'une agence de sécurité sanitaire environnementale ?

André Aschieri – En fait, j'ai été élu en 1997, à la surprise générale, député apparenté Vert dans les Alpes-Maritimes et j'ai donc, à ce titre, siégé au Parlement avec les autres députés Verts. Nous étions six. Dès le départ nous nous sommes répartis le travail et comme les autres ne paraissaient pas tellement intéressés par les problèmes de santé, ce qui m'a un peu surpris d'ailleurs, on m'a confié tous les problèmes concernant cette question ainsi que la culture et le sport.

Culture et sport sont un peu ma vocation¹, mais la santé ce n'était pas du tout ma spécialité... Il m'a donc fallu travailler dès le départ à la première loi qui a été votée par l'Assemblée nationale, la loi « Sécurité sanitaire », appelée aussi loi Huriet. Dans la proposition de loi, qui est devenue après un projet de loi gouvernemental dans lequel nous avons créé l'agence des médicaments et l'agence des produits alimentaires, j'avais présenté une réforme de la transfusion sanguine, qui n'avait pas été prévue avec assez de précision et ce, pour éviter les drames que l'on connaît, du sida et de l'hépatite C.

J'avais aussi fait remarquer à cette occasion que si l'on veut protéger la population, il faut non seulement s'occuper des médicaments, de la transfusion sanguine et de l'alimentation, mais également de l'environnement que l'on avait oublié de prendre en considération. Je n'ai pas pu faire apparaître dans cette loi la création d'une agence santé-environnement mais, en compensation, Lionel Jospin m'a confié une mission parlementaire de 6 mois sur ce thème qui avait pour but de démontrer l'opportunité de créer une telle structure. Voilà l'explication.

Daniel Bley – À ce propos, pensez-vous, comme vous le dites dans votre récent ouvrage, qu'on se dirige vers une catastrophe dans les relations environnement-santé ? Est-ce qu'il y a urgence à légiférer sur ces questions ?

André Aschieri – Cette question est présente dans tous les débats. Déjà plusieurs pays ont mis en place une agence santé-environnement, comme aux États-Unis ou par exemple en Hollande avec le RIVM (Institut pour la recherche en santé publique et environnement). Nous ne l'avons pas fait, et on peut, en effet, se poser la question de savoir si c'est utile. Lorsque j'ai commencé mon travail, j'étais comme tout le monde, j'étais enclin à penser que les « écolos » avaient tendance à exagérer dans leurs propos. Aujourd'hui je suis sûr du contraire et pourtant je ne suis pas un « écolo » pur et dur, pour moi l'écologie c'est mettre l'homme au centre du débat et faire en sorte que son environnement humain et naturel soit de qualité. Je me suis rendu compte, qu'au moins dans certains secteurs, nous étions même loin de ce principe, notamment pour tous les problèmes liés à l'utilisation des produits chimiques qui n'ont pas été suffisamment appréhendés... Dans les secteurs dont je me suis occupé, c'est d'autant plus grave que ce sont des bombes à retardement, car les problèmes arriveront dans quelques années. On l'a vu avec l'amiante. Quand on pense qu'il a fallu 90 ans pour interdire l'amiante et qu'aujourd'hui on a 2 000 morts par an et qu'on pense arriver en France à 5 000 morts par an en 2020. Alors on peut se demander s'il ne fallait pas agir avant. Et ce qui se passe avec l'amiante, se produit avec l'éther de glycol, les peintures, les solvants... C'est très grave, on a laissé travailler les gens sur l'éther de glycol alors que c'est un produit très dangereux, cancérigène et en plus qui peut provoquer des malformations sur les enfants des femmes

ANDRÉ ASCHIERI
Député des Alpes-Maritimes
Maire de Mouans en Sartoux
Rapporteur de la loi Santé-Environnement adoptée le 24 avril 2001
Assemblée nationale,
126, rue de l'université,
75355 Paris cedex 07
France
aschieri@imaginet.fr

DANIEL BLEY
Anthropobiologiste
UMR 5036 du CNRS
Société, santé,
développement,
université
Victor-Segalen,
156, rue Léo-Saignat,
case 71
33076 Bordeaux cedex,
France
Danielbley@aol.com

¹ André Aschieri a été sportif de haut niveau pendant 15 ans (Handball), puis entraîneur d'un club de National 1.

qui ont manipulé des éthers de glycol pendant leur grossesse. Alors là les écologistes ont eu raison un peu avant les autres.

Le problème essentiel est celui des doses de produits dangereux. On dit que c'est la dose qui fait le poison, et c'est vrai. On vous encourage aujourd'hui à manger du poisson. Il y a forcément un peu de mercure dans le poisson et ce n'est pas grave. Mais si on en mange tous les jours, cela peut devenir problématique. Tout est une question de dose. Mais cette dose dangereuse, on ne la connaît pas, et elle peut, en plus, être plus dangereuse pour certaines catégories de la population comme les femmes enceintes, les enfants, les vieillards, les malades...

Un autre problème difficile à cerner est celui de la durée d'exposition. On ne s'est pas rendu compte en fait que ces poisons que nous respirons, que nous buvons, que nous mangeons, avec lesquels nous sommes en contact, agissent à long terme, 10 ans, 20 ans, 30 ans après... Et, par rapport à tous les produits que l'on a jetés de manière inconsciente dans l'atmosphère, on n'a aucun recul pour savoir s'ils ne provoqueront pas, en fin de compte, des maladies et des morts.

Et le troisième problème, plus grave encore que la dose ou que l'exposition, c'est la synergie des produits. On est incapable de savoir comment réagissent les produits entre eux. On sait que chacun d'eux est dangereux : dioxine, métaux lourds, tout ce qu'on peut imaginer comme produits chimiques qui sont dans la nature, les éthers de glycol ou autres, mais on n'a aucune idée du pouvoir de ces produits sur la santé humaine lorsqu'on les mélange. Les seuls exemples qu'on connaisse et qu'on ait étudiés sont ceux du tabac et de l'amiante. Le fumeur risque le cancer, celui qui travaille dans une usine qui fabrique de l'amiante, qui le transforme, risque le mésothélium, qui est un cancer de l'amiante, mais celui qui est fumeur et qui manipule de l'amiante, on pourrait imaginer qu'il a deux fois plus de risque d'avoir le cancer. Or c'est faux ! Le risque est multiplié par cinquante ! Ce qui est certain, c'est que le corps réagit d'une manière que l'on connaît encore très mal. J'ai appris cela avec stupéfaction. Lorsqu'on met un produit sur le marché, on regarde sa nocivité immédiate, mais on ne s'est jamais préoccupé – c'est très difficile d'ailleurs – de savoir s'il était nocif au bout de 10 ans, de 20 ans d'utilisation. Personne ne s'en occupe. Et c'est cet aspect qui va être une des préoccupations de l'agence. Qui peut nous dire comment sera à 30 ans le jeune enfant qui naît à Paris aujourd'hui, au milieu de la pollution atmosphérique, qui a son nez au niveau des pots d'échappement ? Personne ne peut nous le dire. Et d'ailleurs quand on fait des études on ne peut pas les faire sur l'homme : lui faire respirer tel ou tel produit pendant 30 ans... Alors on travaille sur des animaux à court terme et on extrapole. Si l'animal a un cancer au bout d'1 an avec tel produit et à dose forte, on peut imaginer que l'homme aura un cancer dans 20 ou 30 ans avec une dose plus faible. On fait des extrapolations. C'est ce que devraient faire des organismes comme l'INRS² et l'Ineris³.

² INRS : Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (ministère de l'Emploi).

³ Ineris : Institut national de l'environnement industriel et des risques (aménagement du territoire).

Imaginez qu'il y a cent mille produits différents et, au niveau européen, il a été décidé d'étudier à long terme les plus dangereux. Les experts ont dit que les plus dangereux – mais c'est tout à fait artificiel – étaient ceux qui sont fabriqués à plus de 1 000 tonnes par an. Il y en a 1 800 actuellement à plus de 1 000 tonnes par an. Et sur ces 1 800 on n'en étudie que quelques centaines !

Daniel Bley – Vous répondez à mes interrogations, mais faut-il pour autant, alors qu'il existe déjà toute une série de structures de ce type, vouloir créer une agence de plus...

André Aschieri – C'est vrai. C'est la principale critique que l'on m'a faite et que l'on continuera à me faire. Mais notre originalité c'est d'avoir décidé de faire une agence santé-environnement qui serait surtout une agence qui ne pourrait pas tout faire elle-même, mais qui aurait pour mission de regrouper tous les laboratoires qui existent. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, où tout est éclaté et où il n'existe rien au niveau interministériel. Quand il y a eu le naufrage de l'Erika, on était perdu, on ne savait pas à qui s'adresser. On est allé demander au RIVM en Hollande si le fuel lourd était dangereux ou pas ! La France n'était pas capable de faire ce travail-là ! C'est pourquoi, le véritable travail de l'agence sera d'essayer de fédérer les savoirs et les compétences. Il ne s'agit donc pas d'une création supplémentaire, mais plutôt d'une instance de coordination. Ce n'est pas ajouter une structure, c'est essayer de mettre en synergie tout ce qui existe et de chercher les bons renseignements au bon endroit. Cela n'existe pas actuellement, d'où l'énorme gaspillage...

Daniel Bley – Il y a deux questions que l'on peut se poser à propos de cette agence. D'une part, est-ce qu'elle aura vraiment les moyens pour fonctionner efficacement et, d'autre part, – c'est une inquiétude que l'on peut avoir quand on connaît la difficulté des administrations à travailler ensemble – comment s'organisera cette double tutelle entre le ministère de l'Environnement et celui de la Santé ?

André Aschieri – C'est le hic. C'est pour cela qu'on crée l'agence et pour cela que ceux-ci n'en veulent pas. Actuellement la vraie difficulté est que le ministère de la Santé et le ministère de l'Environnement ne travaillent pas ensemble : ils sont séparés par une rue mais ils ne la traversent jamais. Deux problèmes me paraissent essentiels. D'une part, le ministère de la Santé ne fait rien sur la prévention, ce qu'il reconnaît d'ailleurs. Kouchner l'avait dit : on est au ministère de la Maladie, on n'est pas au ministère de la Santé. On sait bien soigner, on guérit parfois, on rembourse à peu près les frais, mais on n'essaie pas d'empêcher la maladie. Donc la prévention n'existe quasiment pas. D'autre part, de son côté, le ministère de l'Environnement s'intéresse à la faune et à la flore, mais pas à la santé des gens. Donc quand on a un ministère de l'Environnement qui ne s'occupe pas de santé, un ministère de la Santé qui ne se préoc-

cupe pas d'environnement et donc de prévention, il y a un fossé, et l'intérêt de l'agence est justement d'établir un lien entre ces deux aspects. C'est la raison pour laquelle elle doit être placée sous la tutelle des deux ministères afin qu'ils soient obligés de travailler ensemble. Mais ce problème, je l'ai rencontré dans tous les pays. J'ai été dans huit pays différents, et partout – un peu moins au Canada – on retrouve cette opposition entre le ministère de la Santé et celui de l'Environnement. Et ce sont les citoyens qui en fin de compte en pâtissent !

Daniel Bley – Dans votre ouvrage, vous dressez un constat un peu amer montrant qu'au-delà du jeu de pouvoirs entre administrations, viennent se rajouter les intérêts corporatistes : monde médical, ingénieurs, lobbying des entreprises... On se demande si, le tout additionné, on peut espérer quand même avoir une politique cohérente et indépendante en matière d'environnement et de santé.

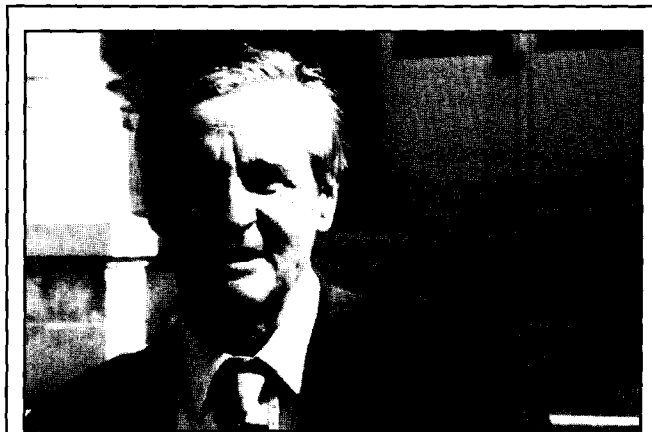
André Aschieri – Le but essentiel de l'agence est de rassembler les compétences et de séparer les pouvoirs. Aujourd'hui les compétences sont éclatées, les pouvoirs sont mélangés... On est à la fois juge et partie. On le voit bien avec l'histoire des éthers de glycol, qui est un véritable scandale, ou de l'aluminium aussi, qui en est un autre... Il faut absolument que l'évaluation de la nocivité des produits soit totalement indépendante de tous les pouvoirs, politiques et économiques. Donc là, ce n'est pas rassembler qu'il faut, c'est séparer.

Il faut pouvoir évaluer une situation avec l'esprit serein et ne pas avoir à l'esprit le souci de la décision d'interdiction éventuelle d'un produit, décision qui doit incomber à l'élu. Lorsque les experts ont évalué, un deuxième devoir leur incombe, ce qui se fait dans tous les pays, celui d'informer la population avant que le politique ne s'en occupe. Parce que le politique aura toujours tendance à cacher la vérité, toujours. Il est donc indispensable de bien séparer les fonctions d'évaluation, de gestion et de contrôle.

Daniel Bley – Et les citoyens, pensez-vous qu'ils peuvent aussi faire entendre leur voix ?

André Aschieri – Dans certains cas, quand l'évaluation des scientifiques n'est pas sûre, on le voit par exemple pour les OGM (organismes génétiquement modifiés), et quand la décision du politique est incertaine, le citoyen a son mot à dire. Le débat citoyen est absolument nécessaire pour certains secteurs. Le nucléaire par exemple... Je pense que cela regarde autant les scientifiques que les politiques que les citoyens, parce que nous, les citoyens, on est en fin de compte en bout de course, il n'y a qu'à se rappeler Tchernobyl. C'est vrai que le nucléaire est un problème difficile, ou encore les OGM. En revanche, pour les éthers de glycol et l'amiante, il ne faut plus se poser de questions. L'amiante, il faut l'interdire, point final.

Dans les cas où il y a incertitude – et je crois que dans ce XXI^e siècle il semblerait qu'on soit un peu



Repère biographique et bibliographique

André Aschieri, professeur de mathématiques, est maire de la ville de Mouans-Sartoux depuis 1974. Il est élu conseiller régional (Provence-Côte-d'Azur) à la tête d'une liste d'union des écologistes en mars 1992. Le 25 mai 1997, il est candidat aux élections législatives, n'adhérant à aucun parti, il est toutefois présenté par les Verts et soutenu par le parti socialiste. Il est élu député de la 9^e circonscription des Alpes-Maritimes.

Un décret du Premier ministre du 18 mai 1998 charge André Aschieri d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et du secrétaire d'État à la Santé, avec une collègue députée Odette Grzegorzulka. À la suite de la remise de leur rapport, André Aschieri dépose une proposition de loi visant à réorganiser la sécurité sanitaire environnementale en France.

Il est l'auteur de *La France Toxique*, paru en 1999 aux éditions de la Découverte.

moins cloisonné et que, sur certains sujets, on accepte un peu plus de travailler ensemble – il faut que le politique vienne un peu se frotter au scientifique, lui-même se frotter un peu au citoyen, de manière à ce que dans certains cas, pour un grand débat de société, lorsqu'on n'est pas sûr de la réponse, on puisse prendre les décisions en toute connaissance de cause.

Daniel Bley – Et vous croyez que les citoyens sont suffisamment informés pour participer au débat ?

André Aschieri – Aujourd'hui, en France, c'est le règne du secret. Surtout le secret industriel, essayez d'aller voir ce qui se passe dans une usine. Peut être que si on disait la vérité aux gens, dans certains cas ils prendraient des précautions et que dans d'autres cas ils ne s'affoleraient pas. Aujourd'hui comme on ne dit pas la vérité aux gens, ils ont tendance soit à minimiser les dangers – par exemple après l'accident de Tchernobyl, les gens ont continué à manger des champignons dans le Mercantour et à ramasser du thym dans les Alpes-Maritimes –, soit, au contraire, – et souvent les média s'en mêlant – à exagérer un danger qui n'est peut-être pas aussi dangereux qu'annoncé. Les écologistes font partie quelquefois de ceux

qui exagèrent. Mais à la limite, il vaut mieux exagérer un peu que minimiser un danger. C'est pour cela qu'on a besoin de faire travailler ensemble toutes les personnes concernées par ces questions.

Daniel Bley – Mais, quand vous parlez de citoyens – d'autres diraient usagers ou consommateurs – comment peuvent-ils participer au débat ?

André Aschieri – Il y a les conférences de consensus. Par exemple, celle sur les OGM n'a pas été une grande réussite, mais l'idée était excellente. Moi je crois qu'il faut reconsidérer les administrés comme des gens qui sont capables d'apprendre la vérité et d'agir en conséquence.

Daniel Bley – Ce terme de vérité pose une autre question qui m'intéresse au premier chef puisque je suis chercheur dans une institution qui est le CNRS : quelle place y a-t-il pour le scientifique dans la société d'aujourd'hui et quelle importance accorder à la notion d'expertise ? Dans quelle mesure peut-on faire confiance aux scientifiques ?

André Aschieri – Heureusement qu'il y a des scientifiques, c'est à eux de faire les études ! Le problème des scientifiques est qu'ils sont rarement indépendants. Pourquoi ? Parce qu'en général, peut être mis à part le CNRS dont je ne connais pas le fonctionnement, les scientifiques qui font de la recherche fondamentale ne rapportent pas grand chose, alors ce n'est pas la priorité. En revanche, la recherche appliquée est financée par les laboratoires. Mais si les labos vous paient, comment voulez-vous être indépendant dans le travail que vous allez faire et du résultat que vous allez apporter ? Je trouve qu'aujourd'hui les scientifiques sont très pointus dans certaines branches, mais ils sont payés grâce à ceux qui profitent de leurs travaux, de leurs recherches. Ils leur sont liés. Je parlais de l'indépendance à propos de l'agence car là aussi, il faut la créer. Dans toute instance d'évaluation et d'expertise, il faut être certain que le scientifique qui va juger tel ou tel produit n'a pas de lien avec le fabricant. Ce devrait être une évidence. C'est pour cela que je fais confiance aux scientifiques, on ne peut pas faire autrement, mais aux scientifiques indépendants, car il ne faut absolument pas qu'ils soient en liaison avec le monde économique.

Daniel Bley – J'ai aussi noté, dans votre ouvrage, que vous considérez qu'il faut faire appel à des spécialistes issus de différentes disciplines et en particulier aux épidémiologistes et aux écotoxicologues.

André Aschieri – Oui. Et il n'y en a presque pas en fait. L'épidémiologie, en France, est une science très faible. Aujourd'hui, seule compte la biologie, on ne pense qu'aux sciences dures, qui sont à la mode... Dans tous les cas il n'y a pas suffisamment d'épidémiologistes, de toxicologues, d'écotoxicologues. Ces trois secteurs, qui sont négligés, nous paraissent pourtant essentiels. En effet, savoir qu'il y a tant de personnes qui hériteront d'un cancer avec l'amiante ou un autre produit, ne

rapporte pas aux sociétés, et donc, on ne s'en préoccupe pas. En revanche, les fabricants de médicaments préfèrent s'intéresser aux recherches en biologie, parce qu'elles rapportent. Nous, ce que l'on essaie de faire, c'est de favoriser des politiques de prévention. On sera toujours en opposition avec ceux qui se servent de la science pour des raisons mercantiles.

Daniel Bley – J'ai remarqué que vous employez plusieurs fois le terme de « culture sanitaire ». Comment le définissez-vous ?

André Aschieri – La culture sanitaire, pour moi, c'est en revenir à des conditions d'hygiène de vie qui peuvent être aussi importantes que tel ou tel médicament ou vaccin. Il faut vivre différemment. La culture sanitaire doit s'appuyer sur la formation, sur l'éducation à la santé, ce qui n'est pas fait. Pour moi, il faut avant tout prévenir. Certes, il faut soigner, mais peut-être il faut moins rembourser, et mettre cet argent au maximum dans la culture sanitaire, dans l'éducation. C'est valable pour la santé, mais aussi pour d'autres domaines. S'il n'y avait qu'une seule réforme à faire en France, elle devrait concerner la culture, l'apprentissage, le savoir, la formation, l'enseignement. Si on était courageux, le plus grand ministère devrait être celui de l'enseignement, de la recherche, de la culture. Tout le reste est secondaire. C'est une révolution culturelle qu'il faut faire, mais dans tous les domaines.

Daniel Bley – Pour toutes ces questions, vous nous parlez des problèmes qui se posent dans les pays industrialisés, pensez-vous qu'ils soient généralisables à toute la planète ?

André Aschieri – Les problèmes que nous connaissons sont les mêmes que ceux des autres pays industrialisés. En revanche dans les pays pauvres, les gens meurent, plus que nous d'ailleurs, mais pour des raisons différentes : la famine, le sida, la malnutrition... Ce sont rarement les produits chimiques qui les tuent. Le travail que j'ai fait sur les questions de santé-environnement est plutôt adapté aux pays industrialisés qui, pour améliorer les conditions de vie, c'est-à-dire le confort matériel, ont complètement occulté un autre confort qui est celui du droit à respirer de l'air pur, à boire de l'eau propre, à avoir un sol qui ne soit pas pollué, à vivre sans bruit aussi, sans radiations, sans ondes électromagnétiques... C'est un sujet important ! J'ai organisé un colloque à Paris sur les conséquences pour la santé de l'utilisation des portables. Les avis étaient très partagés : il y avait autant de scientifiques qui étaient pour que des scientifiques qui étaient contre. Personne ne nous a vraiment convaincus, sauf à dire qu'il faut faire attention, car il y a peut-être un problème ! Voilà un des exemples de notre société moderne, qui a tout misé sur le confort matériel et donc sur l'argent et le profit, mais qui ne s'est pas occupée de la qualité de vie réelle des habitants.

Daniel Bley – Vous évoquez la qualité de vie. C'est un terme largement employé aujourd'hui, notamment par les politiques, les médecins, ou encore les publici-

taires. Pourtant, c'est un terme que je trouve relativement absent chez les défenseurs de l'homme et de l'environnement. Je voudrais avoir votre sentiment sur cet aspect, d'autant qu'en vous attendant tout à l'heure, j'ai vu un diplôme accroché sur un mur de la mairie, mentionnant le premier prix de la qualité de vie décerné à la commune de Mouans-Sartoux en 1978.

André Aschieri – Oui et on en a été très fiers... Nous avons été récompensés par le Touring-Club pour mon action en faveur de l'urbanisme dans ma commune. Par exemple, je me suis arrangé pour avoir tous les équipements en centre ville, afin qu'on puisse se déplacer à pied pour aller au collège, au gymnase, etc. Pour moi, c'est aussi de l'écologie.

Alors, pour en revenir à la qualité de vie, il est vrai que ce terme qu'on emploie tout le temps est un peu galvaudé. Je me demande ce qu'il faut mettre dans ce fourre-tout. En tous cas, quand on a voulu défendre la qualité de vie en ne se préoccupant que du confort matériel, à mon avis, on s'est trompé. La qualité de vie inclut la qualité de l'esprit, être bien dans sa peau... Elle inclut énormément de choses que chacun définit un peu à sa manière, vit à sa manière... On pourrait discuter longuement sur ce terme. En tout état de cause, celui d'écologie englobe beaucoup plus que ce que certains y mettent : ce n'est pas uniquement les plantes, la faune et la flore, c'est l'homme dans son

environnement naturel et social, c'est-à-dire l'homme par rapport aux autres, donc c'est aussi dans la qualité des relations humaines... C'est de l'écologie, ça aussi !

Daniel Bley – Pour rester dans le cadre du temps que nous étions fixé, la dernière question que j'aimerais vous poser est de savoir comment vous envisagez de poursuivre votre action ? Est-ce que vous n'êtes pas un peu seul pour faire aboutir cette agence santé-environnement ?

André Aschieri – J'ai toujours été indépendant d'où, il est vrai, un parcours difficile. Pour être élu, il faut appartenir à un parti. La chance que j'ai eu, peut-être, c'est de me battre. J'ai d'abord mené un combat dans mon village contre l'expropriation des paysans. Quand j'ai été élu maire, j'ai défendu les régies municipales : eau, assainissement, pompes funèbres. Puis on a combattu l'autoroute, on s'est battu pour le train... Tous les combats que j'ai menés m'ont fait connaître, si bien que j'ai été élu député sans support politique, ce qui n'est pas habituel. Il n'y a pratiquement pas de députés qui arrivent à être élus sans avoir, au moins au départ, un tremplin politique.

En revanche, maintenant, mon avenir est de me battre pour que cette loi soit définitivement adoptée. C'est quand même une des premières fois qu'une loi est proposée par un seul député, déposée par les Verts et qu'elle passe à l'unanimité.